



Conseil économique et social

Distr. limitée
29 avril 2022
Français
Original : anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Vingt et unième session

New York, 25 avril-6 mai 2022

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Tove Søvndahl Gant

Chapitre I

Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

B. Questions portées à l'attention du Conseil

Recommandations de l'Instance permanente

Débat sur les six domaines d'action de l'Instance permanente (développement économique et social, culture, environnement, éducation, santé et droits humains) en relation avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (point 4)

1. L'Instance permanente se déclare préoccupée par le détournement et l'utilisation abusive du patrimoine culturel, des expressions culturelles et des savoirs traditionnels des peuples autochtones, et exhorte les États et les entreprises, en coopération avec les peuples autochtones, à prendre des mesures efficaces pour reconnaître et protéger les droits de ces peuples, conformément à l'article 31 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. À cet égard, elle demande aux États Membres de prendre des mesures pour sauvegarder les droits des peuples autochtones en matière de propriété intellectuelle, et notamment d'adopter des lois et des politiques publiques qui reflètent le droit des peuples autochtones sur leurs créations, connaissances, découvertes, œuvres, expressions culturelles traditionnelles et autres éléments.

2. L'Instance permanente note la décision n° 2112-2016 du 24 octobre 2017 rendue par la Cour constitutionnelle du Guatemala sur la propriété intellectuelle collective des peuples autochtones. Elle exhorte le pays à se conformer à cette décision et à adopter des lois et des politiques à cet égard, respectant le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones.



3. L'Instance permanente est préoccupée par le fait que la collecte d'informations numériques sur les séquences des ressources génétiques soit devenue une pratique courante dans tous les domaines des sciences biologiques. En conséquence, le libre partage de ces informations dans des bases de données en ligne risque d'inclure certaines connaissances traditionnelles des peuples autochtones, à moins que des garanties appropriées ne soient mises en place, notamment le principe de consentement préalable, libre et éclairé. L'Instance permanente demande instamment que tout débat concernant les informations numériques relatives aux séquences tenu dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique fasse appel à la participation pleine et effective des peuples autochtones.

4. L'Instance permanente, conformément à son rapport sur les travaux de sa vingtième session (voir [E/2021/43](#)), est résolue à continuer de s'attaquer à toutes les formes de discrimination visant les peuples autochtones, y compris les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles, la religion, le handicap et l'âge.

5. L'Instance permanente demande aux États Membres concernés d'appliquer les décisions de leurs cours suprêmes au sujet des droits des peuples autochtones.

6. L'Instance permanente exhorte l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et les autres entités compétentes des Nations Unies à harmoniser leurs politiques internes, dans les limites de leurs mandats respectifs, de manière à reconnaître et à protéger les droits de propriété intellectuelle collectifs des peuples autochtones en ce qui concerne leurs créations, leurs découvertes, leurs connaissances traditionnelles et leurs connaissances en matière de biodiversité. Elle invite les entités des Nations Unies susmentionnées à lui rendre compte aux prochaines sessions des progrès accomplis à cet égard.

7. L'Instance permanente, ayant à l'esprit les contributions des médecines traditionnelles des peuples autochtones au relèvement après la pandémie, invite l'Assemblée mondiale de la Santé à déclarer une année internationale des médecines traditionnelles des peuples autochtones d'ici à 2025.

8. L'Instance permanente exhorte les États à respecter et à appuyer les priorités des peuples autochtones, notamment en élaborant et en mettant en œuvre des plans stratégiques de reprise économique visant à aider et à renforcer les institutions, les autorités et les organes décisionnels des peuples autochtones dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Les peuples autochtones ont le droit de disposer des moyens nécessaires pour financer leurs activités et priorités autonomes.

9. L'Instance permanente exhorte par ailleurs les coordonnateurs résidents à préparer leurs plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable afin de favoriser la participation pleine et effective des peuples autochtones aux plans stratégiques pour leur reprise économique. Elle les invite en outre à faire le point, lors de ses prochaines sessions, sur la manière dont les plans de relèvement stratégique ont été élaborés et mis en œuvre.

10. L'Instance permanente exhorte les États à soutenir les activités économiques des peuples autochtones, en particulier des femmes autochtones, en améliorant leur accès, sur un pied d'égalité, aux ressources productives et aux apports agricoles, tels que la terre, les semences, les services financiers, la technologie, les transports et l'information.

11. L'Instance permanente encourage le Fonds international de développement agricole (FIDA) à poursuivre ses efforts pour respecter le principe du consentement préalable, libre et éclairé dans ses investissements, notamment en faisant appel à des experts autochtones dans les équipes d'exécution des projets.

12. L'Instance permanente prend note du sixième appel à propositions du Mécanisme d'assistance aux peuples autochtones du FIDA, qui vise à faire progresser la préservation et la gestion durable de la biodiversité des peuples autochtones en vue de l'adaptation et de la résilience face aux changements climatiques. Elle exhorte le FIDA à faciliter un accès direct au financement de l'action climatique pour les communautés et organisations de peuples autochtones par l'intermédiaire du Mécanisme et du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, et encourage les gouvernements et les donateurs à soutenir ces initiatives.

13. Dans le cadre de l'Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales, l'Instance permanente recommande à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation internationale du Travail de réaliser une étude sur les violations des droits humains dont sont victimes les peuples autochtones dans le secteur de la pêche. Elle les invite à présenter leurs conclusions lors de sa session annuelle, qui se tiendra en 2024.

14. L'Instance permanente souligne la nécessité d'examiner les pratiques nationales en matière de préservation des sites sacrés et des lieux de sépulture des peuples autochtones et de formuler des recommandations à l'intention des États et des organismes des Nations Unies sur les moyens d'éviter la perte de sites sacrés, religieux ou spirituels et de lieux de sépulture.

15. L'Instance permanente se réjouit du fait que les gouvernements et les bailleurs de fonds privés se soient engagés, lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Glasgow (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), à verser 1,7 milliard de dollars en faveur des peuples autochtones. Elle s'inquiète toutefois du fait que cette promesse ne couvre pas de manière adéquate les effets des changements climatiques. Pour relever efficacement les défis posés par les changements climatiques mondiaux, nous devons mener une action concertée associant les sept régions socioculturelles du monde. L'Instance permanente demande aux donateurs d'inclure les peuples autochtones des sept régions socioculturelles et de redéfinir la portée de leur promesse afin que le financement ne se limite pas aux forêts et à l'occupation des terres, mais englobe également l'autodétermination des peuples autochtones, la création d'alliances et le renforcement des économies, des systèmes de gouvernance et des stratégies de gestion des ressources locales des peuples autochtones.

16. L'Instance permanente exhorte le Programme alimentaire mondial de respecter le régime alimentaire auquel les peuples autochtones sont habitués et d'éviter d'introduire des aliments étrangers à faible qualité nutritionnelle dans les communautés des peuples autochtones. Elle l'exhorte également à faire en sorte que ses méthodes d'intervention prennent en compte le tissu social des peuples autochtones et respectent leur vision du lien entre l'action humanitaire et le développement.

Femmes et filles autochtones

17. L'Instance permanente a entendu la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences s'exprimer dans le cadre de son prochain rapport sur la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones. Elle félicite la Rapporteuse spéciale pour l'utilité de ses travaux axés sur les femmes et les filles autochtones et attend avec intérêt d'étudier dans son intégralité son prochain rapport, qui sera soumis à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

18. L'Instance permanente réitère la recommandation qu'elle avait formulée à sa dix-huitième session tendant à ce que l'Organisation panaméricaine de la santé prépare une étude sur les progrès en matière de santé maternelle chez les autochtones,

y compris les meilleures pratiques utilisées par les sages-femmes autochtones (E/2019/43, par. 45).

19. L'Instance permanente recommande au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de développer les données et les recherches sur les difficultés que rencontrent les femmes et les filles autochtones dans l'exercice de leur droit à l'autonomie corporelle, y compris en ce qui concerne les mesures contraceptives coercitives. En outre, elle invite le FNUAP à préparer une étude sur l'autonomie corporelle des femmes autochtones, avec la participation de ces dernières, et à présenter ses conclusions lors de sa vingt-troisième session, qui se tiendra en 2024.

Programme de développement durable à l'horizon 2030

20. L'Instance permanente reconnaît l'importance des données ventilées par ethnicité, comme indiqué dans la cible 17.18 des objectifs de développement durable, s'agissant d'élaborer des politiques inclusives qui ne laissent personne de côté. Elle recommande donc à la Commission de statistique d'améliorer la ventilation des données sur l'identité et l'ethnicité autochtones afin d'accorder davantage de visibilité aux peuples autochtones et à leur situation, conformément à l'appel à l'action intitulé « Bâtir un avenir inclusif, durable et résilient avec les peuples autochtones », adopté par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination en 2021. Elle invite par ailleurs les entités des Nations Unies à partager leurs statistiques sur les peuples autochtones avec la Commission de statistique.

21. L'Instance permanente recommande que le Forum mondial des Nations Unies sur les données redouble d'efforts en 2023 pour assurer la ventilation des données sur les peuples autochtones et promouvoir l'inclusion d'indicateurs complémentaires sur les droits des peuples autochtones dans les rapports nationaux des gouvernements sur les objectifs de développement durable. Elle invite toutes les agences des Nations Unies concernées à soutenir cette initiative.